

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 28 janvier 2023.**

L'heure a sonné de faire « *table rase* » du passé... et de passer au socialisme.

Le POID résume assez bien la situation ou fournit une analyse proche de la mienne déjà formulée dans de précédentes causeries (Ci-dessus).

**Editorial de La tribune des travailleurs. Tout se concentre dans la lutte de classe par Daniel Gluckstein**

[https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web\\_reader/article?id=6184](https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=6184)

Extrait.

Tout se concentre dans la lutte de classe. Une journée de grève et de manifestations a ébranlé le régime. L'organisation de la grève massive le contraindra à reculer. Ou alors à partir.

Les députés de « *gauche* » qui soutiennent la mobilisation des travailleurs et des jeunes seraient avisés de ne pas tomber dans le piège qui leur est tendu par Macron. « *Amender* » ce projet ne servirait qu'à donner un semblant de démocratie à ce coup de force. C'est pourquoi, solidaires des grévistes et des manifestants, les députés de la Nupes devraient y renoncer. Et tout simplement, refuser de siéger à l'Assemblée aussi longtemps que le gouvernement n'a pas cédé.

Le mandat du 19 janvier est clair : retrait total du plan Macron-Borne. Le respect de ce mandat pose la question de la grève générale. Si le gouvernement persiste, les confédérations syndicales qui ont appelé au 19 et au 31 janvier, auront-elles un autre choix, pour le faire céder, que d'appeler dans l'unité au blocage du pays ?

Plus Macron s'accroche à sa contre-réforme, plus la question du pouvoir est posée.

« *Qu'il parte avec sa réforme !* » peut, demain, devenir le mot d'ordre de millions et de millions de femmes et d'hommes mobilisés dans la grève et les manifestations.

---

**Retrait ou chasser Macron et la Ve République !**

**Retraites: "Le gouvernement est en train de perdre la bataille de l'opinion" - BFMTV 26 janvier 2023**

**«Une réforme antisociale» : les lycéens rejoignent la mobilisation contre la réforme des retraites - Europe1 26 janvier 2023**

*"On considère que c'est une réforme qui est antisociale. On n'a pas envie de voir nos parents travailler jusqu'à 64 ans. On veut se battre contre cette réforme, même pour nous en tant que lycéennes et lycéens. Il y a 18% de chômage actuellement chez les jeunes et si on recule l'âge de départ légal à la retraite, ça fera juste augmenter ce chiffre"*, détaille le délégué national de la Fidl au micro d'Europe 1. Europe1 26 janvier 2023

### **Réforme des retraites: le gouvernement perd le soutien des retraités - BFMTV 26 janvier 2023**

Même si l'exécutif s'est attaché à ne demander aucun effort aux retraités, ces derniers s'opposent désormais, en majorité, au texte du gouvernement. BFMTV 26 janvier 2023

---

**Ils osent tout. Alors qu'ils ont été élu avec entre 15 et 25% des voix des électeurs inscrits.**

J-C – Le peuple, Macron-BlackRock et le CAC40 y sont étrangers ou leur ennemi.

**Jean-Pierre Raffarin: "La rue n'est qu'une fraction du peuple, ce n'est pas le peuple" - BFMTV 26 janvier 2023**

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre de 2002 à 2005 et soutien d'Emmanuel Macron.

**L'idiot qui n'est pas inutile pour tout le monde...**

**Retraites : pour Jean-Luc Mélenchon "tout le monde sait que c'est une réforme qui est inutile" - BFMTV 26 janvier 2023**

---

**Faites tomber les masques. Macron et sa contre-réforme des retraites en quête de légitimité. Pourquoi fournissent-ils une tribune à l'extrême droite ?**

**Retraites: Marion Maréchal veut une réforme, mais dit comprendre "l'exaspération" des Français - BFMTV 27 janvier 2023**

Invitée ce jeudi soir sur BFMTV, Marion Maréchal, vice-présidente exécutive du parti d'extrême droite Reconquête, soutient une réforme des retraites, mais pas exactement celle du gouvernement d'Élisabeth Borne.

Éric Zemmour avait en effet proposé une réforme des retraites avec le report de l'âge légal de départ à 64 ans, la réévaluation des petites retraites, un index senior... autant de propositions présentes dans le projet actuel du gouvernement.

Elle développe alors: *"Il y a un déséquilibre dans le système actuel, mais à l'issue de la mise en place de cette réforme, il n'est absolument pas garanti qu'il y ait une augmentation générale du nombre d'actifs."* La représentante du parti Reconquête veut ainsi une meilleure politique de l'emploi et de la natalité. Un argument déjà avancé par Jordan Bardella (RN) lors d'un débat sur la réforme des retraites organisé sur BFMTV.

Même si elle comprend l'"*exaspération*" et le "*sentiment d'injustice*" des Français, majoritairement opposés à la réforme des retraites d'après le dernier sondage "*L'Opinion en direct*" de l'institut Elabe pour BFMTV mercredi, Marion Maréchal s'oppose aux blocages prévus les prochains jours, notamment le 31 janvier prochain.

"*Une fois de plus, on se retrouve avec un blocage [...] C'est l'expression d'une France ultra syndiquée, qui n'est pas tout à fait légitime à porter la voix des Français*", considère-t-elle. BFMTV 27 janvier 2023

J-C - "*Une France ultra syndiquée*", Vérifions-le tout de suite.

- La dernière étude de la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques (Dares), datée du 21 décembre 2021, explique qu'en 2019, « 10,3 % des salariés déclarent adhérer à un syndicat.

Aujourd'hui, la fonction publique compte 18,4 % de syndiqués contre 7,8 % dans le secteur privé. Entre l'âge de 40 et de 49 ans, le pourcentage moyen est de 12,6 % et à partir de 50 ans, il remonte à 14,7 %. Chez les plus jeunes, les moins de 30 ans sont seulement 2,7 % à adhérer à un syndicat. Entre 30 et 39 ans, ce chiffre monte à 8,1 %. lanouvellerepublique.fr 18 octobre 2022

### **Précisions.**

11,2 sont des cadres et seulement 18,7% sont des employés ou des ouvriers, les professions intermédiaires représentent 11,6% des syndiqués dans le privé. (dares.travail-emploi.gouv.fr 21 décembre 2021)

---

### **Qui sont les "*alliés*" derrière lesquels se rangent la Nupes et le PCF pour justifier l'envoi d'armes lourdes au régime néonazi de Kiev ? Des suppôts de nazis de toujours ! La preuve.**

J-C - Question : Jusqu'où et depuis combien de temps le mouvement ouvrier nous trahit-il ? On est en droit de se poser la question, non ? Un article plus loin vous fournira d'importantes précisions.

Cela dit on savait déjà que pratiquement tous les régimes occidentaux avaient été complices des nazis pendant et après la guerre, en revanche ce qu'on ignorait, c'est qu'ils n'avaient jamais condamné leur idéologie, pire, ils continueraient de la partager secrètement, ce que la guerre actuelle en Ukraine a mis en lumière.

### **"*Route des rats*" : comment des nazis ont réussi à fuir l'Allemagne pour l'Amérique du Sud - caminteresse.fr 26 janvier 2023**

Klaus Barbie, Adolf Eichmann, Josef Mengele... À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de soldats SS, de la Gestapo ou du Troisième Reich ont bénéficié des réseaux d'exfiltration nazis mis en place par le Vatican et les renseignements américains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 30 000 personnes sont répertoriées par les Alliés comme criminels de guerre sous le Troisième Reich. Au procès de Nuremberg, seuls 24 hauts responsables nazis sont condamnés dont Hermann Göring, bras droit d'Hitler, et Rudolf Hess, successeur désigné à la tête du Reich.

En Allemagne comme dans tous les pays qui ont été occupés, la chasse aux nazis démarre. Beaucoup se cachent, certains décident de fuir l'Europe. À l'aide de puissantes institutions, la *"route des rats"* se met en place et permet à quelque 5 000 hiérarques nazis, allemands, autrichiens, croates et collaborateurs français ou belges d'échapper à la justice.

Alois Hudal, l'évêque de l'ombre

Avant même la fin de la guerre, plusieurs réseaux voient le jour. La plupart débutent en Autriche ou en Italie. Les recherchés peuvent *"compter sur un réseau de passeurs bien organisé (...) via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud"*, raconte un article du journal allemand Der Spiegel, publié en 2017.

Pour la plupart des nazis, la fuite est possible grâce à un homme : Alois Hudal, évêque au Vatican. À la fin de la guerre en Italie, l'homme d'Église est chargé d'aider les prisonniers de guerre et les internés germanophones détenus dans des camps en Italie. Il utilise son pouvoir et son influence pour aider les coupables en fuite à s'envoler vers l'Amérique du Sud.

Comme le raconte L'Express dans une enquête publiée en 1998 et mise à jour en 2006, le catholique négocie entre autres avec le président argentin Juan Perón, admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas. Selon l'hebdomadaire Newsweek, 2 000 passeports argentins et 8 000 cartes d'identité vierges sont envoyés par valise diplomatique vers Rome. En Argentine, un comité d'accueil a même pour mission de sélectionner, parmi les candidats à l'exil, ceux qui présentent un intérêt pour le pays de Perón.

La *"Vatican Connection"*

Alois Hudal ne semble pas avoir été le seul à avoir les mains sales. Dans ses Mémoires, l'homme assure avoir agi pour le compte du Saint-Siège, raconte l'Express.

Pour plusieurs historiens dont Ignacio Klich, spécialiste de *"la route des rats"*, cela ne fait aucun doute : *"Le rôle de Hudal pendant la guerre n'aurait pas été possible sans le feu vert du Saint-Siège."* Ce que confirme par la suite la découverte d'un télégramme confidentiel adressé au secrétaire d'Etat américain George Marshall par l'attaché militaire américain à Rome, Vincent La Vista. Dans le papier, ce dernier décrit le Vatican comme *"la principale organisation impliquée dans le déplacement illégal de personnes"*. Selon lui, 21 dignitaires du Saint-Siège sont impliqués dans ce réseau, écrit-il dans le document. Une étude menée par les chercheurs de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis (Ceana) parle même d'une *"Vatican Connection"*, s'appuyant sur plusieurs preuves écrites.

Ce réseau permet, après la mort d'Hitler, la fuite d'Adolf Eichmann, principal responsable de la mise en œuvre de la Solution Finale, son homologue Alois Brunner ou encore Joseph Mengele, l'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz qui mena des expériences médicales des plus sadiques sur des prisonniers.

Les Etats-Unis et l'opération Paperclip

Mais à l'époque, le Vatican n'est pas la seule grande institution à venir en aide aux nazis. Le service de renseignements de l'armée américaine, le Counter Intelligence Corps (CIC), aide ainsi Klaus Barbie à échapper aux autorités françaises. Recruté comme espion à la fin de la guerre, il fuit à l'aide du CIC vers l'Argentine puis la Bolivie. Les renseignements américains sont au courant du passé de celui qu'on appelle *"le boucher de Lyon"*, mais son aide et sa connaissance du communisme sont jugées trop précieuses en pleine Guerre froide.

Le CIC utilise le réseau de Draganovic, nom d'un prêtre croate qui aide les nazis à voyager de l'Autriche vers les pays d'Amérique du Sud. L'objectif ? Assurer l'opération Paperclip en recrutant des scientifiques nazis pour notamment créer des armes chimiques et préparer la conquête spatiale. Si plusieurs nazis furent rattrapés par les tribunaux comme Klaus Barbie ou Adolf Eichmann, d'autres à l'image d'Alois Brunner ont pu profiter injustement d'une paisible retraite loin de l'Europe. caminteresse.fr 26 janvier 2023

---

### **Quand les suppôts du néonazisme prônent la "*politique de tolérance zéro*" et osent évoquer la "*dignité des femmes*".**

#### **Hôpitaux: le gouvernement demande le retrait des fresques à connotation sexuelle - AFP 25 janvier 2023**

Les hôpitaux qui abritent des fresques à caractère pornographique ou sexiste dans les salles de garde vont devoir les retirer, "*dans la concertation*" avec les internes, selon une instruction ministérielle que l'AFP s'est procurée mercredi.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la "*politique de tolérance zéro*" affichée face aux "*violences morales ou sexuelles à l'encontre des étudiants en santé*", fait valoir cette instruction de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Cette note, datée du 17 janvier et révélée par le site d'information Hospimedia, souligne que "*plusieurs contentieux clos ou en cours*" ont visé des fresques. Saisi en référé par l'association Osez le féminisme au nom de la "*dignité des femmes*", le tribunal administratif de Toulouse a ainsi ordonné en décembre 2021 le retrait de certaines décorations des salles de garde du CHU de la ville.

---

### **Quand le régime fascisant de Macron reçoit le soutien de la Nupes et du PCF partisans de la guerre contre la Russie.**

Il faudrait être naïf ou inconscient pour croire un instant que ceux qui veulent fournir des armes offensives au régime néonazi de Kiev ou de l'OTAN défendent les retraites des travailleurs en France. En fait, avec Macron ils ne s'y opposent pas ou ils estiment que l'envoi de ces armes lourdes serait justifié. Jugez plutôt sur la base des faits ou de leurs déclarations

1- Ce jeudi 26 janvier, l'insoumis Manuel Bompard et le communiste Fabien Roussel ont estimé que la question d'une possible livraison de chars Leclerc à Kiev pour faire face à l'agression russe doit être tranchée par les parlementaires.

Manuel Bompard (LFI) - « *Si on devait prendre une telle décision, on ne peut pas le faire sans un débat à l'Assemblée nationale* »

J-C - Le "*on*" signifie qu'il parle au nom du chef de guerre Macron. Sachant que le parti de Macron associé à LR dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, Bompard (LFI) et Roussel (PCF) cautionnent à l'avance leur décision derrière laquelle ils se rangeraient.

2- À ce stade, le coordinateur de la France insoumise affirme que sa formation ne se prononcera pas « *sans les informations stratégiques et militaires* », justifiant cet envoi.

---

J-C - Autrement dit, il suffirait que Macron lui fournisse des « *informations stratégiques et militaires* » sur mesure ou fabriquées pour la circonstance pour qu'il les partage.

3- Même chose du côté de Fabien Roussel. « *Cette décision ne peut pas être prise seulement par le président* ».

J-C - Ce qui signifie qu'il entend y être associé.

4- « *On est pour l'envoi de chars et d'armes* », tranche sans la moindre ambiguïté auprès du HuffPost une source parlementaire socialiste. Ce que confirme la députée PS Anna Pic, membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale.

J-C - Le PS parti de la guerre, on le sait depuis le 4 août 1914 !

5- Lors de sa traditionnelle séance de vœux à la presse, la maire (PS) de Lille, Martine Aubry, a évoqué, ce jeudi, son soutien total à la livraison « *d'armes offensives* » à l'Ukraine pour lutter contre l'invasion russe.

« *Il ne faut pas hésiter à donner des armes offensives à l'Ukraine, quand on voit les crimes de guerre multiples de la Russie* », assure-t-elle d'une voix martiale. (20minutes.fr 26 janvier 2023)

6- Également membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale, le député EELV de Paris Julien Bayou ne dit pas autre chose. « *Nous sommes clairement pour l'envoi de chars en général* », affirme au HuffPost l' élu parisien.

J-C - EELV est parmi les pires va-t-en-guerre au service de la pire réaction au niveau international. C'est la voie de Davos, des Straussiens, de l'Etat profond, de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste, totalitaire. Plus zélé agent de l'OTAN, tu meurs !

- « *Sur le principe, il faut soutenir l'Ukraine et d'un point de vue stratégie, agir de concert avec nos alliés* », Julien Bayou appelle à envoyer « *le plus rapidement possible* » les équipements nécessaires à la défense ukrainienne. Il refuse de « *subordonner un envoi qui n'a que trop tardé à un vote du Parlement* ». (Source : Le HuffPost 26 janvier 2023)

7 - Ukraine : des chars lourds pour la paix ? (Lutte ouvrière 26 janvier 2023)

J-C - Aucune condamnation, cela les ferait même marrer : "*Ils prétendent sans rire que c'est pour aider à assurer la paix*".

---

## **De quoi le déni de la Nupes, du PCF et consorts du mouvement ouvrier est-il le nom ?**

**Le rabbin Mikhaïl Finkel qualifie l'Ukraine de néo-nazi : « *La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les banderistes* » - lemediaen442.fr 27 janvier 2023**

Le rabbin (et journaliste) Mikhaïl Finkel a été interviewé sur 9TV, une chaîne israélienne russophone, à propos de l'Ukraine. Il a rappelé aux personnes assises dans le studio de quoi et de qui se compose l'Ukraine.

Politologue israélien, docteur en jurisprudence, expert en relations internationales, Mikhaïl Finkel a surpris plus d'un spectateur israélien qui ne se doutait pas de l'horreur qui se cache au sein du gouvernement ukrainien.

« *Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré : “Tous les Juifs doivent être exterminés”, sans oublier Bogdan Khmelnytsky, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS “Galicie” et notre ministère des Affaires étrangères a protesté contre cela. Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les petliouristes.* »

Nous rappelons à nos lecteurs que le 18 avril 2019, Volodymyr Zelensky répondant aux questions de RBC-Ukraine, a donné son avis sur l'agent de la Gestapo, collaborateur nazi sous commandement de la Wehrmacht, Stepan Bandera :

« *Il y a des héros indéniables. Stepan Bandera est un héros pour un certain pourcentage d'Ukrainiens, et c'est normal et c'est cool. C'est l'une de ces personnes qui ont défendu la liberté de l'Ukraine.* »

Voici le héros super cool de Zelensky : du 30 juin au 5 juillet 1941, a lieu un massacre de milliers de Juifs à Lvov. Les Einsatzgruppen organisaient les pogroms avec l'aide des unités paramilitaires ukrainiennes pro-nazies menées par Stepan Bandera. Inscription des tracts bandéristes qui menaçaient les Juifs : « *Vous avez accueilli Staline avec des fleurs, vos têtes seront jetées aux pieds de Hitler* ». lemediaen442.fr 27 janvier 2023

---

### **La Russie exclue des commémorations de la libération d'Auschwitz... le camp de concentration libéré par l'Armée Rouge ! - lemediaen442.fr 27 janvier 2023**

Le 27 janvier 1945, l'armée rouge a libéré le camp de concentration et d'extermination nazi d'Auschwitz. Cependant, les représentants de la Russie n'ont pas été invités aux commémorations du 78ème anniversaire de cet événement. Le musée d'Auschwitz a justifié cette absence en évoquant « *l'agression contre une Ukraine libre et indépendante* » .

Piotr Cywinski, directeur du Musée d'Auschwitz, a souligné l'importance de la présence des ruines des bâtiments qui ont servi de symboles à l'extermination des Juifs, rappelant que ces vestiges sont un avertissement poignant pour l'humanité, particulièrement dans le contexte des crimes de guerre actuels en Ukraine. Il a également annoncé que, compte tenu de l'agression contre l'Ukraine, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer aux célébrations de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz cette année.

« *Compte tenu de l'agression contre une Ukraine libre et indépendante, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer à la célébration de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz de cette année* », a indiqué à l'AFP Piotr Sawicki, porte-parole du musée.

Cette décision a suscité de la confusion chez les internautes, qui rappellent que les Etats-Unis ont toujours été invités malgré leur rôle dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les millions de morts en Irak ou les multiples guerres menées par l'Occident en Libye, Syrie et Afghanistan.

Dans sa tribune sur Le Point, Arno Klarsfeld met en lumière le fait que certains Ukrainiens continuent de célébrer des nationalistes ayant collaboré avec les nazis :

À Lviv, il y a encore deux ans, des centaines d'hommes ont défilé en uniforme SS de collaborateurs ukrainiens lors d'un événement approuvé par la ville. Ces dernières années, au moins trois municipalités ukrainiennes ont dévoilé des statues pour l'adjoint de Bandera, Yaroslav Stetsko, qui, pendant la Shoah, approuvait « *l'extermination des Juifs* ». La devise des nationalistes ukrainiens collaborateurs de nazis de Bandera affichée dans les rues de Kiev en 1941 était : « *Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins.* »

Le fait que le musée d'Auschwitz n'ait pas invité les représentants de la Russie aux commémorations de l'anniversaire de la libération du camp est un affront pour le peuple russe qui a libéré le camp et sauvé 7 000 prisonniers. Voici la réaction de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova :

« *Aussi intelligents soient nos « non-partenaires » européens dans leurs tentatives de réécrire l'histoire d'une manière nouvelle, la mémoire des horreurs du nazisme et des héros-libérateurs soviétiques ne peut être effacée* » lemediaen442.fr  
27 janvier 2023

---

## **L'UE et ses nostalgiques du nazisme.**

### **Deux États de l'Union européenne vers la rupture des relations diplomatiques avec la Russie - Réseau Voltaire 26 janvier 2023**

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « à parité » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Pétersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë* » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de



l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersbourg, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « à parité » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Petersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë* » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersbourg, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

[1] Voltaire, actualité internationale, n°18, 9 décembre 2022.

[2] « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

## **Stratégie de la terreur.**

### **Restez chez vous !**

**Hospitalisé à cause d'une piqûre d'insecte, il découvre qu'il souffre d'une tumeur cérébrale - Yahoo**

### **Ne parlez plus !**

**La parole altérée, premier signe de la maladie de Parkinson ? - Yahoo**

## **Inquisition coloniale médiatique.**

**RDC : dans le Maniema, des femmes dénudées et battues par des miliciens mai-mai pour des jupes "trop courtes" - Les Observateurs 27 janvier 2023**

---

## **Quand ils sont rattrapés par le régime de terreur qu'ils ont instauré.**

**Éric Dupond-Moretti "dévasté en tant que père" après le placement en garde à vue de son fils - BFMTV 27 janvier 2023**

Éric Dupond-Moretti a commenté ce vendredi le placement en garde à vue de son fils, Raphaël Dupond-Moretti, pour des soupçons de violences conjugales.

Les faits reprochés à Raphaël Dupond-Moretti se seraient déroulés jeudi dans la station de ski de Courchevel, en Savoie. C'est une voisine qui a appelé les gendarmes après avoir entendu des éclats de voix ressemblant à des violences conjugales. Elle a expliqué aux enquêteurs avoir recueilli la compagne ou ex-compagne de Raphaël Dupond-Moretti. Celle-ci lui aurait indiqué avoir reçu des coups de poing, de pied et de sac. BFMTV 27 janvier 2023

J-C – Personne ne nous soupçonnera d'avoir la moindre accointance avec le ministre de l'Injustice.

Dorénavant, le principe de la présomption d'innocence est systématiquement bafoué ou vous êtes littéralement traité comme un accusé dès qu'une plainte a été déposée contre vous. Cela constitue une inversion de la preuve, c'est à vous de prouver que vous n'êtes pas l'auteur des faits qu'on vous reproche ou que vous n'avez aucun lien avec eux, quand bien même ils ne sont pas solidement établis. Si des cas semblables ont fait l'objet d'une jurisprudence, de plus en plus souvent selon le droit anglo-saxon et un ensemble de critères qui ne sont pas du domaine de la justice, le juge s'y réfèrera pour statuer sans tenir compte des circonstances de l'affaire, ce qui débouchera sur des jugements particulièrement injustes, à caractère politique ou idéologique.

Un geste, un mot, une idée peut suffire à ruiner votre vie, briser votre famille, casser votre carrière professionnelle (Oh la vilaine expression !), vous exclure de la société sous ce régime totalitaire, même si vous étiez reconnu innocent ou blanchi à l'issue d'une enquête ou d'un procès, pour autant ils ne consacraient pas autant d'énergie ou de temps pour vous réhabiliter puisque leur intention

était juste de vous salir, vous anéantir, ils se seront tellement acharnés sur vous, qu'il en restera quelque chose.

Cette histoire pourrait arriver à n'importe qui. Qui lors d'un différend ne s'est pas un jour engueulé avec sa ou son compagne, n'est-ce pas ?

Ils ont fait de la société un monstre d'intolérance et de délation, où les frustrés et les fanatiques décérébrés ne manquent pas, des personnages particulièrement médiocres avides de vengeance jusqu'à la haine aveugle, animés de mauvaises intentions envers tous ceux qui ne leur ressemblent pas, la Terre entière en somme, transformés en apprentis dictateurs sous l'influence de l'idéologie dominante, ils sont prêts à dénoncer quiconque aurait un comportement déviant du discours officiels dicté depuis Davos.

Un simple témoignage ramassé au fond d'une poubelle et à charge, suffit à vous couvrir d'opprobre.

Quand on a une conscience de classe, on ne porte aucun jugement sur nos semblables, parce que ce ne sont pas les exploités et les opprimés qui disposent du pouvoir ou qui détermineraient leurs conditions d'existence ou tous les rapports qui existent dans la société, et qui en subissent les conséquences désastreuses.

La responsabilité de la situation économique et sociale, politique, de tous les maux qui accablent le peuple est imputable au capitalisme pourrissant et non aux travailleurs tout statut social confondu.

---

### **Sadisme. Comment vous empoisonnent-ils délibérément ?**

#### **Un rapport sénatorial pointe les dangers des aliments ultra-transformés - publicsenat.fr 27 janvier 2023**

La situation le justifie : en France, en 2019, 17 % de la population adulte était obèse, soit environ huit millions de personnes. En vingt-cinq ans, cette proportion a doublé, à tel point que certains parlent d'épidémie. Parmi les causes de cette obésité, l'alimentation, et en particulier l'alimentation ultra-transformée.

Les aliments ultra-transformés ont subi « *d'importants procédés de transformation* », ou contiennent des additifs ou des « *substances industrielles* », pour « *imiter ou améliorer leurs qualités sensorielles* ». Ces aliments, nous les croisons tous les jours quand nous faisons nos courses. Tant et si bien que la note relève qu' « *entre 30 et 35 % des calories ingérées par les adultes proviennent d'aliments ultra-transformés* ».

Ces aliments sont souvent à un prix abordable et largement publicisés, marketés pour attirer le consommateur. Pourtant, de plus en plus d'études révèlent les liens existants entre alimentation, en particulier consommation d'aliments ultra-transformés, et maladies chroniques, voire mortalité. Ainsi, la note cite le chiffre suivant : « *En France, 11 % des décès et 6 % des années de vie en bonne santé perdues sont imputables à l'alimentation. Cette dernière est le premier facteur de risque de perte d'années de vie en bonne santé devant l'alcool et le tabac* ».

Les études épidémiologiques sont de plus en plus nombreuses à s'intéresser aux liens entre aliments ultra-transformés et problèmes de santé. Ainsi, une association significative est observée entre leur consommation et les risques de surpoids et d'obésité, de diabète de type 2 ou encore de maladies cardiovasculaires. Mais les études vont plus loin que cela, elles mettent en évidence une association

entre alimentation ultra-transformée et risques de cancer, notamment de cancer du sein.  
publicsenat.fr 27 janvier 2023

---

### **Même dans un zoo, un cirque, un asile d'aliénés on n'en voudrait pas.**

#### **La mairie de Toulouse interdit à des drag-queens de faire la lecture sur la question du genre à des enfants de 3 à 6 ans - lemediaen442.fr 26 janvier 2023**

La mairie de Toulouse a annoncé, mardi 24 janvier, avoir déprogrammé un atelier de lecture pour enfants animé par des drag-queens. L'atelier, prévu pour le samedi 18 février à la Médiathèque Cabanis, était destiné aux enfants de 3 à 6 ans et devait être animé par les drag-queens Shanna Banana et Brandy Snap afin d'explorer la question du genre avec les tout petits enfants.

Selon Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, la décision a été prise « *dans un souci d'apaisement* » et vise maintenant à « *n'accueillir qu'un public majeur* ». Cette décision a suscité de nombreuses réactions, certains y voient un manque de tolérance et une restriction à la liberté d'expression, d'autres y voient un souci de préserver les enfants de tout ce qui pourrait être considéré comme choquant ou inapproprié.

Le choix du thème de la bande dessinée « *Peau d'Homme* », apologie d'une sexualité débridée dans un contexte transgenre, n'a pas été du goût des toulousains.

Il semble que les parents ne soient pas favorables à l'éducation sur la question du genre auprès de jeunes enfants de 3 ans, rappelant des mémoires douloureuses de la période où François Hollande et son gouvernement voulaient instaurer cette théorie dans les écoles. Rappelons que l'un des pères de cette « *théorie du genre* » est le Dr Alfred Kinsey qui pratiquera avec l'aide Fritz von Balluseck, la torture et la pédophilie sur les nourrissons au nom de la science. Il avait violé des centaines d'enfants. Ce dernier avouera à son procès : « *C'est Kinsey lui-même qui me le demandait* ». Judith Reisman — décédée depuis — avait mené un juste combat : sauver les enfants de ces adultes pervers qui veulent les sexualiser dans les faits depuis la naissance et le faire accepter par la société.

D'après Arthur Cottrel, l'atelier était organisé par l'association ALLÉE (Association Laïque pour les Loisirs et l'Éducation des Enfants), qui gère le CLAE Patte d'Oie pour Toulouse, et hébergé par la MJC Roguet gérée par la Haute-Garonne. L'association reçoit près de 300 000€ de subventions annuelles de la part de la ville pour cela. La publication d'une pétition « *contre les lectures drag à l'intention des jeunes enfants* » a semble-t-il accéléré la mobilisation. La pétition comptait près de 5000 signatures lundi 23 janvier 2023.

#### **Voici une vidéo de la drag-queen Shanna Banana qui souhaitait lire une Bd de genre aux enfants de trois ans :**

<https://www.youtube.com/watch?v=Dj7485giFTs&t=150s>

---

### **Situation au Pérou.**

#### **Pérou : Les raisons de l'infamie - Bolivar Infos 25 Janvier 2023**

Dina Boluarte n'est rien de plus qu'une marionnette de ceux qui ont usurpé le pouvoir.

La cruauté, la sottise et le cynisme de Dina Boluarte, la femme qui, soutenue par la classe économiquement dominante du Pérou, a ouvert la vanne de la violence extrême contre le peuple péruvien, impressionne. Déjà, plus de 50 manifestants ont été assassinés de sang-froid par les forces armées dont les membres appartiennent à la même classe marginalisée et pauvre qu'ils répriment. Les discours de Boluarte, chargés de haine et de mensonges sont la faiblesse commune des oligarchies latino-américaines dont la réponse aux revendications de justice et d'équité sont toujours les balles.

Au Pérou, se répète le schéma du double critère imposé par les États-Unis à tout notre continent : leurs discours sur la démocratie et la liberté s'effondre quand le fléau de la balance s'incline vers l'élection de Gouvernements progressistes dont les propositions s'éloignent des intérêts de l'empire et de ses multinationales. Le destin des pays du tiers-monde est conditionnée par ce paramètre néolibéral qui les empêche de s'élever parce que l'élévation et l'indépendance représentent une réduction des privilèges de ceux qui dominent la planète. Le meilleur exemple en est le cirque du Forum Economique Mondial de Davos où se côtoie le gratin de l'aristocratie économique qui se dispute avec beaucoup de style l'avenir des peuples en se répartissant entre eux la richesse de ceux qui sont loin.

La guerre déclarée au Pérou n'échappe pas à ce schéma. Boluarte, la grande traîtresse, est seulement une pièce du casse-tête et son rôle pathétique se limite à respecter aveuglément les dictats du groupe économique de son pays. La même chose se passe dans d'autres pays latino-américains où l'odeur du colonialisme sature toute initiative destinée à imposer un modèle plus humain, à récupérer le bénéfice de l'exploitation de leurs richesses naturelles et à respecter l'autonomie de ses peuples originaires. Le grand ennemi est, en définitive, le système installé par un empire et grâce à un empire qui, pour sa part, est lui aussi plein de fissures.

Les morts à cause de la violence dans les rues des villes péruviennes sont une preuve de la faiblesse du Gouvernement et du discrédit de ses autorités. Les citoyens exigent de meilleures conditions de vie et cela, aussi bien au Pérou que dans tous nos pays, est une revendication dont les conséquences vont de la répression la plus extrême à l'installation d'une dictature, comme c'est le cas en ce moment au Pérou. Les instruments destinés à renforcer ces Gouvernements répressifs étendent leurs tentacules avec une efficacité surprenante en créant un dôme de silence autour des atrocités commises par les dictateurs, dans ce cas, autour des excès commis par les forces armées sous les ordres de Dina Boluarte. Ainsi, s'installe un silence complice des organismes internationaux soi-disant créés pour défendre la démocratie, la paix et la justice en élevant les raisons de l'infamie comme justification valide des atrocités.

Au milieu de ces scènes de violence, la presse, se tait, éteint ses caméras, s'intéresse à nouveau aux problèmes d'un ordre du jour médiatique imposé par les pays puissants et laisse ses valeurs de côté pour répondre à des intérêts éloignés de sa véritable mission. Ce qui se passe au Pérou est couvert d'un filtre neutre pour ne pas opacifier d'autres campagnes médiatiques d'intérêt géopolitique et économique des pays puissants. Les revendications des peuples sont une gifle impardonnable pour les classes dominantes. Bolivar Infos 25 Janvier 2023